

Les patates ne poussent pas dans les supermarchés



Halte à l'exode rural!

Quelques réflexions de la Coopérative européenne
Longo maï sur les propositions de
politique agricole en Suisse (PA 2011)
symbolique de l'évolution des politiques agricoles
en Europe

Coopérative Européenne Longo mai
Ferme le Montois
CH - 2863 Undervelier
montois@datacomm.ch

© Mai 2006

Reproduction autorisée après accord et avec citation des sources
Dessins: Walter Lack

Préface

Un avertissement vigoureux et salubre, que ce manifeste!

*Prof. Jean Vallat**

Un de plus, diront certains! En effet, ce n'est pas d'aujourd'hui que des citoyens se font entendre sur les conséquences d'une politique agricole soumise aux lois d'un marché globalisé: nécessité d'augmenter la compétitivité des entreprises par leur agrandissement; emploi d'une main-d'œuvre non familiale d'appoint, bon marché; spécialisation et investissements de modernisation des méthodes de production. Cette conception d'une agriculture «productiviste» était à l'origine de la révolution technologique de l'agriculture, déjà à la mode dans les années 60. D'où la naissance en Europe de la fameuse PAC – Politique Agricole Commune – . La réduction drastique du nombre d'exploitations devait permettre à chaque agriculteur de s'attribuer une part plus grande du gâteau du revenu agricole, qui lui ne devait pas grandir. De plus, prévoyant une surproduction dans divers secteurs, il fallait mettre hors-circuit entre 5 et 20 millions d'hectares de Surface Agricole Utile (SAU), suivant les auteurs.

Notons qu'à ce moment-là, la Suisse a échappé à l'application rigoureuse de cette politique, grâce à un statut d'exception qu'elle a réussi à négocier dans le cadre du GATT. La Suisse a donc pu

* Prof. Jean Vallat, ancien directeur de l'institut d'économie rurale de l'EPFZ

«protéger» son agriculture, ce qui lui a permis de garantir des prix agricoles relativement rémunérateurs. Ce protectionnisme, déjà très critiqué, surtout dans les milieux industriels exportateurs, a-t-il véritablement été un poids insupportable pour notre économie? A-t-on pensé que de nombreuses familles paysannes ont ainsi eu les moyens d'améliorer leurs conditions d'existence, d'investir pour moderniser leur outil de travail, et d'animer ainsi les échanges commerciaux avec les secteurs de la construction et de la mécanisation? Nos campagnes, moins sous la pression économique de l'extérieur, ont pu garder leur aspect convivial pour le grand bien de l'ensemble de la population, très préoccupée par la qualité des produits et la préservation d'un environnement naturel, sain et attrayant.

Mais voilà qu'après une quarantaine d'années les impératifs de la concurrence ont pris le dessus, d'où une nouvelle politique moins protectionniste, et la conséquence que nous constatons sur le niveau des prix et sur le revenu des agriculteurs.

Pour éviter une trop grave crise, on a «généralisé» les paiements directs au titre de compensation, mesure admise sur le plan international. Pour justifier l'ampleur de la dépense – quelques milliards par année – et acquérir l'assentiment de l'ensemble du peuple, la condition a été posée de remplir certaines conditions propres à tourner le dos au productivisme et à rendre ainsi l'activité agricole plus respectueuse de l'environnement. Et voilà que par poussées successives et insidieuses – PA 2007 et PA 2011 – on voudrait redonner aux impératifs économiques une sorte d'exclusivité. Ce serait revenir – et cela n'a pas besoin de faire preuve de beaucoup d'originalité – aux années 60, et à ce qui a fait la faillite de la PAC. Quel gâchis!

Comment peut-on écrire, comme l'ont fait quelques collaborateurs du département de l'Économie, cautionnés par leurs chefs, de telles inepties: *«il convient, d'une part, de rendre l'insertion dans l'activité agricole moins attrayante et, d'autre part, d'assouplir les réglementations qui entravent l'abandon de cette activité»* – page 80 du document sur la PA 2011 ... sans penser aux conséquences d'une réduction de la population rurale, tant dans le domaine de l'économie régionale que sur la vie sociale et l'aménagement de l'espace rural; sans compter que la PA 2011 est contraire à la Constitution fédérale qui préconise un peuplement harmonieux du territoire.

Pour conclure, je voudrais faire part d'une chose qui me frappe: il y a longtemps que l'on connaît les inconvénients de l'application d'une politique économique globale axée sur le marché, sensé régler tous les problèmes, et nous savons que ce n'est pas vrai! Malgré cela, le rouleau compresseur d'une économie mondialisée menée de plus en plus selon des critères purement financiers, continue sa marche inexorable! Il y a là de quoi faire réfléchir... est-ce que nous ne sommes pas tous comme la «grenouille» – voir en dernière page la saisissante allégorie d'Olivier Clerc – , n'allons-nous pas, par notre propre faute à chacun, par nonchalance ou manque de réalisme, rester prisonnier de la marmite? A ce moment, il sera trop tard!

Un premier sursaut, donc, tout faire pour renvoyer la PA 2011 à ses auteurs. Mais ne pas s'arrêter là, il faudra s'atteler à une rude tâche, très complexe, par opposition au simplisme de la théorie économique contemporaine: construire une politique agricole à partir de conditions que la nature nous donne – les économistes ont oublié que la production agricole dépend de la nature et que

celle-ci est inégale – c'est donc à la nature qu'il faut s'adapter, et non absolument au marché qui est au bout de la chaîne de production, donc égalisateur – et modeler l'économie en fonction des besoins d'existence des hommes et des femmes qui vivent en milieu rural, et oeuvrent pour le bien de tous.



Manger sans paysans

De moins en moins d'agriculteurs devraient produire de manière toujours plus rationnelle l'alimentation pour les habitants de villes de plus en plus grandes. L'OMC et divers traités de libre-échange s'occupent de provoquer la concurrence, qui d'année en année fait disparaître des millions d'exploitations agricoles. Les réformes successives des politiques agricoles en Europe se plient toutes à ce dogme, la PA 2011 en Suisse comme la Politique Agricole Commune (PAC) 2007 - 2013 de l'Union Européenne.

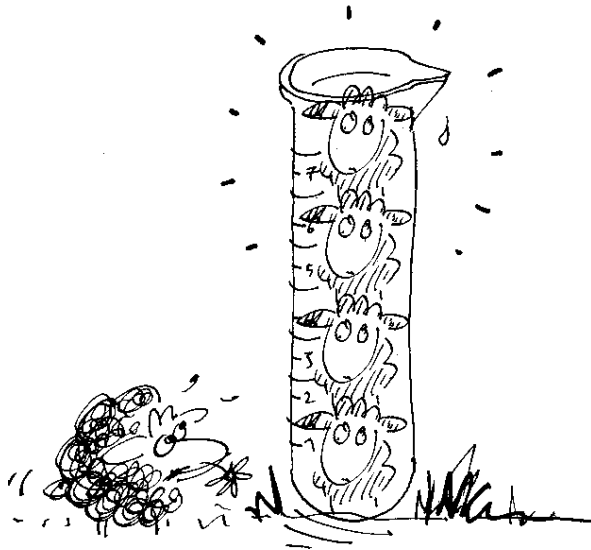
La plupart d'entre nous ignorent tout de la dégradation des modes de production de notre nourriture. Ceux qui veulent manger sainement se rassurent au moyen d'innombrables certificats de qualité pendant que la majorité doit se contenter d'une production de masse à bon marché, fabriquée n'importe où et dans n'importe quelles conditions.

La tendance à la production alimentaire de masse concentrée sur un nombre réduit de zones bien déterminées s'accroît. A El Ejido en Andalousie par exemple, des millions de tonnes de légumes sont produites hors-saison pour le marché européen par des milliers d'ouvriers immigrés qui travaillent sous une mer de plastique dans des conditions sociales inacceptables.

L'agriculture industrielle engendre des crises monstrueuses:

- Sociales: des millions d'agriculteurs chassés de leurs terres et des millions de travailleurs agricoles en quasi-esclavage dans les exploitations intégrées à l'agro-industrie;
- Economiques: augmentation de la faim dans le monde et simultanément gestion des marchés par la destruction de produits alimentaires;

- Sanitaires: poulets à la dioxine, peste aviaire, viande aux hormones, vache folle...;
- Ecologiques et climatiques: érosion des sols, diminution des ressources d'eau potable par gaspillage et pollution, destruction de la biodiversité et de la diversité génétique, avancée des déserts, réchauffement de la planète, gaspillage des ressources fossiles.



Dans leur logique totalitaire, les firmes agro-industrielles éliminent systématiquement les économies vivrières, les petits paysans et leurs marchés locaux; elles finiront par faire disparaître ainsi les derniers îlots d'un contrôle humain sur les ressources vitales.

La politique agricole 2011 (PA 2011) projetée de faire disparaître plus de 32.000 fermes suisses

La taille moyenne d'une ferme en Suisse est aujourd'hui encore de 20 hectares, un grand nombre d'entre elles se trouvent dans des régions de montagne et elles manquent toujours de bras. Pourtant la PA 2011 prétend diviser par deux le nombre d'exploitations et doubler ainsi la taille des exploitations. A ce rythme-là dans peu d'années, il n'y aura plus d'agriculture paysanne et seuls de rares producteurs se maintiendront sur des créneaux particuliers, accessibles à un petit cercle de clients aisés.

L'alimentation de la population va alors être produite pour l'essentiel dans des structures de production industrielles, hors-sol ou dans les monocultures de latifundia. Le Burkina Faso ou le Brésil doivent-ils nourrir la Suisse? Aujourd'hui déjà, l'alimentation est produite, au moindre coût, récoltée, désinfectée, aseptisée et ensuite transportée vers l'Europe.

La PA 2011 prévoit de rendre l'insertion dans l'activité agricole moins attrayante

Les rédacteurs de la PA 2011 ne craignent pas le cynisme quand ils écrivent (page 80): *«il convient, d'une part, de rendre l'insertion dans l'activité agricole moins attrayante et, d'autre part, d'assouplir les réglementations qui entravent l'abandon de cette activité»*. Ils veulent purement et simplement empêcher un grand nombre de

jeunes de se former à l'agriculture, fermer des écoles agricoles et supprimer le soutien à l'installation en agriculture et enfin casser la transmission des connaissances et des savoir-faire accumulés pendant des générations. Ainsi la Suisse n'aura plus de relève pour s'assurer une alimentation saine et diversifiée. Chacun sait qu'une bonne nourriture nécessite beaucoup de soins, des connaissances approfondies et l'acquisition patiente d'expérience.

Un nombre non négligeable de jeunes et de moins jeunes en a assez du stress et des conditions de vie dans les villes; ils voient les limites et les dégâts du modèle consumériste et cherchent à prendre leur part dans la création de biens alimentaires, dans l'entretien du paysage et le maintien des ressources naturelles. Beaucoup d'entre eux sont attirés par les expériences innovantes dans leur environnement agricole. Ainsi sont nées des formes intéressantes de coopérations vivantes, lieux de rencontres entre ville et campagne. De tels réseaux entre consommateurs et producteurs qui ouvrent des perspectives ne suscitent apparemment aucun intérêt de la part de la Confédération. Le rapport PA 2011 ne tient pas plus compte de cette évolution.

Droit du travail et protection de la main-d'œuvre agricole

Il est à prévoir, qu'à travers la réduction de moitié du nombre des fermes, une part croissante de l'activité agricole incombera aux travailleurs agricoles. A la lecture de cette mise en consultation, on doit constater que ces partenaires agricoles très importants sont

quasi absents. Les 35.000 employés agricoles de Suisse qui ont un rôle essentiel pour le maintien de l'agriculture et sa production ne font visiblement pas partie de la politique officielle. C'est ce qu'affirme la Plateforme pour une agriculture socialement durable



dans sa prise de position* . Est-ce un oubli, ou tout simplement la conséquence d'une volonté manifeste de ne leur concéder aucune place, et de leur dénier ainsi leur droit légitime? Nous craignons que l'exploitation d'immigrés sous-payés, comme c'est le cas à El Ejido** dans le sud de l'Andalousie – un triste exemple de production agricole sans critère écologique ni social – ne devienne le nouveau modèle de la politique agricole Suisse. Derrière le paravent du partenariat social si glorieux de la Suisse, la future politique agricole de la PA 2011 esquisse l'image d'une agriculture où les ouvriers agricoles ne sont pas considérés comme partenaires sociaux.

* La prise de position de la Plateforme peut être commandée à la rédaction

** El Ejido, Terre de non droit (Fr. 15.-); Forum Civique Européen, case postale, CH-4004 Bâle

Terre nourricière ou objet de spéculation

Les petites fermes, piliers des économies locales et régionales, sont décidément les moutons noirs des rédacteurs de la PA 2011. On leur enlève d'un coup le statut social et économique d'agriculteur et tous les droits et protections qui leur sont reconnus par la loi et par la société au niveau du droit de bail et de la protection contre la spéculation foncière.

Ainsi peut-on lire dans la PA 2011 à la page 100: *«(4.5) Le droit foncier rural et le droit sur le bail à ferme agricole doivent être modifiés de sorte que les dispositions visant à conserver l'unité des entreprises agricoles s'appliquent uniquement aux exploitations qui occupent au moins 1,25 UMOS (Unités de Main-d'Oeuvre Standard)».*

«(4.6) Il est proposé de supprimer la limitation de prix dans le droit foncier et le contrôle des fermages d'immeubles dans le droit sur le bail agricole. La vente et l'affermage d'entreprises par parcelles seraient ainsi plus intéressants et offriraient aux autres exploitations plus de possibilités de s'agrandir».

Et page 252: *«Lorsque le régime de la charge maximale sera supprimé, les partenaires pourront négocier individuellement les modalités de prêt.»*

La PA 2011 propose d'ouvrir les vannes pour une spéculation foncière sauvage, ce qui ne facilitera pas une baisse des coûts de production des voisins agriculteurs qui souhaiteraient «s'agrandir». Le sol n'est pas un bien qu'on peut démultiplier. Il doit rester protégé du marché et d'une charge hypothécaire excessive. La spéculation foncière frénétique des années 80 avait trouvé un butoir par une loi mettant à peu près à l'abri la terre agricole (Loi

fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural LDFR), or d'après la PA 2011 cette loi perdrait son effet pour la moitié des exploitations agricoles suisses. Le reste perd une bonne partie de sa protection en raison de la suppression de la limite de charge et du prix de vente licite.

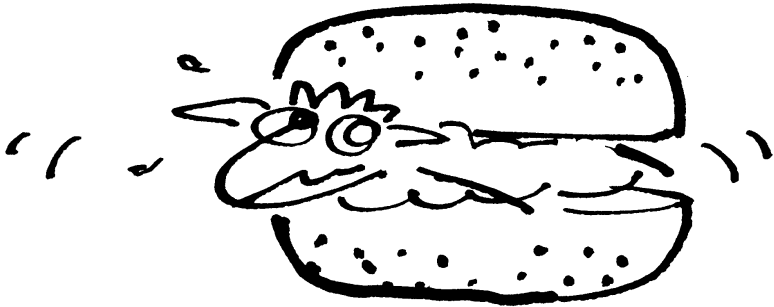
Le sol et le concept de sa propriété est au cœur d'une contradiction fondamentale au croisement de l'économie et de l'écologie. Les surfaces qui doivent être réservées à la production alimentaire ne peuvent pas être confiées aux seules décisions des individus. La perception de cette contradiction nous oblige à réfléchir à d'autres conceptions du régime de propriété institutionnel. La Suisse connaît différentes régulations de la propriété foncière comme le droit foncier rural, les corporations en Suisse centrale ou les communaux et montre ainsi que d'autres formes de propriété sont possibles.

Sous l'influence de l'idéologie du «tout marché» qui prétend que tout peut être monnayable, la sagesse des anciens est en train de se perdre et il n'est pas étonnant que ces dogmes ravageurs soient reproduits dans la PA 2011. Les milieux financiers helvétiques, qui proposent leurs services de *Private Banking* aux nantis de la planète entière, sont à la recherche constante de moyens de renforcer leur capacité d'accueil de capitaux. Les milliers de fermes qui ne seront plus protégées par le droit foncier rural se transformeraient ainsi en éponge à placements financiers. Est-ce que nous voulons enlever à la terre son rôle nourricier? Est-ce que nous acceptons de transformer le sol en jetons spéculatifs dans un capitalisme de casino. Telle est la question fondamentale que soulève aujourd'hui la PA 2011.

La Suisse sous la coupe de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

La Suisse a accepté lors des réunions du GATT (organisation précurseur de l'OMC) d'inclure l'agriculture dans les négociations et donc de renoncer à la maîtrise de ses choix en la matière. La dérégulation continuelle est avant tout la mise en place des mécanismes de régulation planétaire au service des intérêts des firmes industrielles transnationales et des sociétés financières des pays industrialisés. Ces dispositions sont en contradiction flagrante avec le premier paragraphe de l'article 104 de la constitution fédérale:

«La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une produc-



tion à la fois durable et adaptée aux exigences du marché, contribue substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population, au maintien des bases naturelles de l'existence, à l'entretien du paysage rural et à l'occupation décentralisée du territoire.»

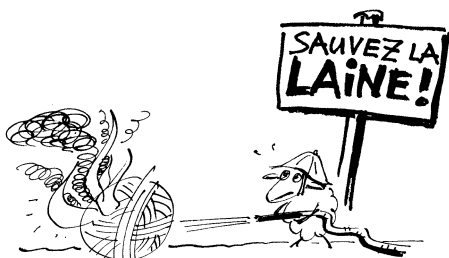
L'administration fédérale a évité de demander à la population suisse son accord avant de subir les conséquences de l'application des concepts commerciaux de l'OMC. On a écarté ces questions essentielles pour une démocratie, à savoir si dans un pays à monnaie forte avec ses conséquences, une production de denrées alimentaires au prix dérisoire du marché mondial* est possible et souhaitable. Bien sûr, personne ne dit que le prix mondial d'un produit agricole est virtuel et établi par certains pays exportateurs sans rapport avec les coûts de production et les volumes produits dans le monde**. Les prix du marché mondial ne tiennent aucun compte des exigences sociales et environnementales.

* Jacques Berthelot: Le prix mondial des produits agroalimentaires n'existe pas: le prix mondial n'est qu'un prix international, parfois celui du pays le plus «compétitif», le plus souvent celui du principal pays exportateur où sont cotés à terme les produits. Considérer comme prix mondiaux des produits laitiers ceux de Nouvelle Zélande est absurde car elle ne produit que 2,2% du lait mondial, est «preneur de prix» (prix fixés au dessous de ceux de l'UE, 1er exportateur mais à des prix de dumping) et, si elle a 20% du marché mondial, elle ne peut guère accroître cette part car elle exporte déjà 90% de sa production, sinon par une intensification qui renchérira ses prix et accroîtra la pollution. Absurdité aussi de prendre les prix des céréales et oléagineux des USA comme prix mondiaux car, du fait des aides directes, ils sont inférieurs de 30 à 50% aux coûts de production.

** Voir aussi Marcel Mazoyer «La fracture agricole et alimentaire mondiale»

La laine, matière première renouvelable

La laine ne bénéficie d'aucune protection douanière, et son prix de vente est depuis longtemps celui du marché mondial. Les conditions particulières de l'élevage ovin en Suisse – très petits troupeaux, diversité des races, éloignement – nécessitent, pour satisfaire les besoins de l'industrie, des frais de collecte et de classement qui sont plus élevés que dans d'autres pays moins montagneux, et où les troupeaux sont plus grands et plus homogènes. Sans le soutien de la Confédération, la laine devient purement et simplement un déchet. Une pétition lancée par la Coopérative



européenne Longo maï et un appui fort de l'opinion publique ont permis d'amender la PA 2007 en faveur d'un soutien à la laine. La PA 2011 ignore délibérément cette volonté partagée par beaucoup en Suisse*, bien que les subventions accordées ont permis de créer de nouvelles associations et entreprises.

* La prise de position de l'association «Laines d'ici» peut être commandée à la rédaction

La PA 2011 ne prend pas en compte la pénurie d'énergie (peak oil*)

L'alimentation est conçue de plus en plus comme un processus de production industrielle. L'économie mondiale est basée sur la croissance du commerce, du transport, et donc de la consommation de pétrole. Si ce pétrole vient à manquer, cela va provoquer de graves problèmes, des perturbations et des changements structurels. Pour sauvegarder l'approvisionnement alimentaire, il faut maintenir et renforcer une production agricole décentralisée dans tout le pays, c'est ce que le bon sens commanderait en matière d'économie.

Alors que la pénurie probable de pétrole n'est citée qu'en deux phrases dans la PA 2011, le pic pétrolier qui se dessine sera un tournant historique. Des orientations politiques qui ignorent cette rupture doivent être stigmatisées pour leur irresponsabilité et leur négligence certaines. Cette myopie permet, par contre, de favoriser les productions «hors-sol» et le machinisme intensif. Ceci est d'autant plus déplorable que les ressources énergétiques renouvelables ne sont exploitées que très partiellement: pour ne citer qu'un seul exemple, plus de 40% de la forêt suisse n'est pas entretenue. Nous nous référons à l'étude de l'Association Suisse de l'Industrie et de l'Agriculture publiée à l'occasion de la réforme agricole 2002. L'utilisation de l'énergie dans la production agricole mérite une étude approfondie.

* Peak Oil, selon l'ASPO (Association for the study of Peak oil and gas), les prévisions de production sont surévaluées pour des raisons boursières et politiques. Elle prévoit un pic pétrolier vers 2010 et un pic gazier vers 2020. Elle se donne donc pour mission d'alerter les opinions et les pouvoirs publics sur ce problème, et sur les questions des énergies alternatives.

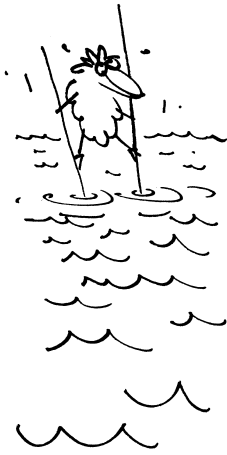
Une façon de fausser les bilans énergétiques dans l'agriculture est de ne pas prendre suffisamment en considération les facteurs de production renouvelables essentiels. Parmi ceux-ci, notre travail humain dans toutes ces dimensions, la force motrice animale et le recyclage des matières organiques (fumier, engrais) sur la ferme*. En excluant ces paramètres, tout débat sophistiqué autour des bilans énergétiques est vain quand on sait que l'agriculture industrielle utilise plusieurs calories fossiles pour produire une seule calorie alimentaire.

Le réchauffement global et les changements climatiques ne sont pas assez pris en considération

Les changements climatiques et le réchauffement global sont des phénomènes qui ne méritent qu'une attention symbolique dans la politique alimentaire du rapport PA 2011. On ne parle qu'une seule fois de «réchauffement» en citant des pays comme l'Égypte et le Bangladesh et guère de changements climatiques. Nous nous permettons, dans ce contexte, de signaler les recherches effectuées depuis 1985 par L'École polytechnique fédérale de Zürich qui a été pionnière dans la découverte de l'obscurcissement global (*global dimming*).

Ce terme décrit la réduction graduelle, depuis le début des années cinquante, de l'intensité lumineuse de la lumière diurne qui

* Marcel Mazoyer, *ibid.* page 18: Pour 1,34 milliards d'actifs agricoles, on ne compte dans le monde en tout et pour tout que 28 millions de tracteurs (2% des actifs) et 250 millions d'animaux de travail (19% des actifs)



atteint la surface terrestre. Ce phénomène dû à la pollution des couches supérieures de l'atmosphère freine le réchauffement climatique. Ceci signifie que le réchauffement dû aux gaz à effet de serre serait beaucoup plus important que prévu sans cet obscurcissement global. Une politique agricole pensant au long terme devrait tenir compte de ce phénomène. Par contre, les auteurs de la PA 2011 nous servent le mot «marché» 539 fois dans toutes les postures possibles.

Des perturbations des politiques monétaires ne sont pas à exclure

La PA 2011 part de l'idée que le pays est assez riche, et à l'abri de toute crise, pour se permettre d'acheter une grande partie de son alimentation. Or les années passées ont été marquées par une multiplication remarquable d'effondrements économiques* et de perturbations monétaires**. Ces indications montrent qu'en Suisse on serait mieux inspiré de ne pas se concentrer exclusivement sur le secteur tertiaire***, et de s'opposer à des réflexions de «ren-

* Mexique, Argentine, Russie, Indonésie, etc

** LTCM, ENRON, WORLDCOM

*** I. Suter, C. Helmers, C. Perey, UNIL, mai 2003: en termes de valeur ajoutée brute aux prix des marchés, la prestation de l'agriculture est faible. La part du secteur primaire est de 1,6% contre 29% pour le secteur secondaire et de 69,4% pour le secteur tertiaire

tabilité» à court terme. Sous prétexte d'avantages comparatifs et d'économies d'échelle, l'alimentation est produite dans des régions spécialisées à cet effet, dans des cycles de fabrication de plus en plus concentrés à l'aide d'installations gigantesques. Des millions d'hectares de soja – souvent des OGM – nourrissent les élevages suisses et européens au détriment du bien-être des populations sur place. Le commerce agricole international a instauré des conditions et des relations de dépendance néocoloniales en mettant la main sur les terres agricoles dont les populations de ces pays auraient besoin pour se nourrir.

Une autre approche s'impose

Selon la PA 2011 plus de 32.000 fermes devraient disparaître en Suisse dans les années à venir. Cette politique n'est pas originale. La libéralisation mondiale de l'économie vantée par les pays industriels arrache des millions de femmes et d'hommes à leur terre et les pousse à la migration. Leurs sols sont captés pour des cultures industrielles de rente imposées par les institutions internationales et l'agroalimentaire. Dans sa recherche d'une vie digne et de moyens d'existence, une petite fraction de ces déracinés parvient dans les pays industrialisés. Ceux-ci mènent une politique qui en tire encore une fois profit: Mesures de dissuasion et restrictions à la circulation confinent ces personnes dans l'illégalité et en font une main-d'œuvre facilement exploitable pour des pans entiers de l'économie. L'agriculture d'El Ejido en Andalousie n'en est qu'un exemple.

Les propositions de la PA 2011 mènent dans un nombre important d'impasses que les auteurs feignent d'ignorer: impasses humaines, sociales, énergétiques, écologiques et économiques. Voilà notre constat après un rapide survol de quelques points qui nous semblent essentiels.

Les idées, les connaissances, les arts, l'hospitalité, les voyages – sont des éléments qui, compte tenu de leur nature, ne devraient pas connaître de frontières. Par contre la nourriture autant que possible devrait être produite localement. Dans un délai imprévisible une «relocalisation» de l'économie et de la production ali-



mentaire deviendra nécessaire à travers la planète. Une économie bâtie sur les besoins et les ressources avec une part d'autosubsistance élevée devrait rester le but de toute politique agricole et être encouragée et popularisée.

Encore un aspect à prendre en compte dans toute sa mesure. Aujourd'hui, la part des frais pour soigner les maladies et des

médicaments dans le budget moyen des ménages suisses (et européens) est au moins deux fois supérieure aux dépenses pour une bonne nourriture. Une nourriture dénaturée, déséquilibrée ou de mauvaise qualité cause beaucoup de maladies et génère des profits croissants dans l'industrie pharmaceutique. Ne vaut-il pas mieux prévenir que guérir?

Pour notre part, nous demandons le renvoi du texte de la consultation de la PA 2011 dans son intégralité.



Conclusions

La Coopérative Européenne Longo maï a envoyé ses observations au Conseil fédéral dans les délais impartis par la procédure de consultation. Elle demande le renvoi du projet de loi à ses auteurs. La prise de position a déclenché à l'intérieur des coopératives de Longo Mai un grand nombre de discussions sur le thème très riche «agriculture et société».

Nous invitons tout le monde à participer à ce débat vital pour nous tous. Une alimentation saine et diversifiée pour tous est possible. Elle demande beaucoup de bras, un savoir-faire et une grande expérience qu'il faut préserver et transmettre.

L'eau, la terre, la forêt sont des ressources naturelles, des ressources renouvelables, qui ne s'épuisent jamais, si elles sont utilisées à bon escient.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil fédéral de tout mettre en œuvre pour:

- maintenir les fermes existantes;
- encourager les jeunes y compris les jeunes urbains à s'orienter vers les métiers agricoles;
- permettre aux personnes salariées dans le secteur agricole de bénéficier des mêmes droits et de la même reconnaissance que tous les autres métiers;
- sortir les terres, les fermes et autres bâtiments agricoles de l'emprise de la spéculation foncière;
- favoriser une agriculture indépendante du pétrole et une économie agricole de proximité qui ménagent les ressources naturelles.

Annexes

Longo maï: Pour un nouveau contrat entre agriculture et société

A la fin des années soixante du dernier siècle, beaucoup de jeunes ne croyaient plus aux promesses des chantres du progrès, qui prétendaient que pour un nombre toujours grandissant de gens, tout irait de mieux en mieux. En décembre 1972, quelques-uns d'entre eux se sont rencontrés lors d'un congrès européen de jeunes à Bâle et ils ont fondé la coopérative européenne Longo maï. Ils avaient en tête la vague idée d'une reconquête des régions de montagne et des marges de l'Europe où ils pourraient, dans des coopératives agricoles et artisanales mêlant chômeurs et jeunes, mettre en pratique leurs propres conceptions d'une vie libre.

Aujourd'hui, ils sont environ 200 à vivre et travailler dans la dizaine de coopératives Longo maï implantées en France, Autriche, Allemagne, Ukraine et Suisse. Agriculteurs et artisans, ils labourent aussi nombre de champs culturels et sociaux. Car les coopératrices et les coopérateurs multiplient les initiatives en faveur des laissés pour compte de la société – réfugiés, étrangers, jeunes – pour construire un monde plus juste et paisible. Ainsi en 1979 a été implantée au Costa Rica une coopérative pour les réfugiés; en 1982 a été fondé le C.E.D.R.I. (Comité européen pour la défense des réfugiés et des immigrants) et en 1990 le Forum Civique Européen (pour favoriser les échanges Est-Ouest). Quand au début des

années 1990 la Yougoslavie s'est enfoncée dans la guerre, Longo maï a fondé avec d'autres «Causes Communes Suisse».

Pendant plus de trente ans, les coopératrices et les coopérateurs, dans le cadre de leurs activités, ont appris des paysans que le travail agricole signifie prendre part à des processus organiques où il faut assumer également les conséquences de ses actes.

L'agriculture actuelle de l'Europe est très récente, à peine un siècle, et on peut dire que ce sont les guerres du XX^{ème} siècle qui ont orienté principalement cette évolution. Ce n'est qu'après la première guerre mondiale que des changements profonds se sont opérés, même s'ils étaient déjà en gestation. Aux Etats-Unis d'abord, l'introduction du tracteur et l'abandon du cheval, le remplacement de l'avoine par le gasoil comme énergie ont libéré des millions d'hectares sur lesquels le maïs, puis le soja, ont été introduits massivement. Entre les deux guerres, le recyclage des gaz de combat et des explosifs verra fleurir l'industrie des engrais chimiques, NPK, azote, phosphore, potasse, induisant une vision très réductionniste des êtres vivants, animaux, végétaux, sol.

Après 45, les tracteurs américains seront introduits massivement en Europe avec le plan Marshall, et les poisons utilisés pendant la guerre seront recyclés en pesticides agricoles, herbicides, insecticides, fongicides: encore une vision très réductionniste des maladies et de la façon de les soigner. Une grosse partie des matières premières agricoles exportées contractuellement des Etats Unis vers l'Europe – maïs et soja – seront, et sont encore destinées à l'alimentation animale (poulets, porcs, vaches laitières) et gèlent des millions d'hectares de terre au détriment d'une agriculture plus directement vivrière, aboutissant à une agriculture hyper-polluante de gaspillage et de surproduction.

Ainsi, progressivement, on abandonnera les systèmes herbagers traditionnels de polyculture-élevage. En agriculture comme en élevage, on favorisera quelques variétés ou races au détriment des autres. Ces systèmes de production intensifs et hyper-productifs se font au détriment des sols, des ressources naturelles, de la qualité des aliments, de la santé des gens, des populations autochtones. Les critères changent, on passe de la qualité à la quantité.

Jusqu'aux années 50, les paysans et ruraux étaient majoritaires en Europe, et arrivaient tant bien que mal à survivre. Leur fonction semblait évidente: nourrir les gens. Dans l'immédiat après-guerre, la politique agricole européenne sera principalement tournée vers la satisfaction des besoins alimentaires de ses habitants devenus majoritairement citadins. Très vite, dans les années 70, on passera, après les Américains, à une surproduction importante à exporter à n'importe quel prix.

Et ces quinze dernières années, les multinationales semencières se sont mêlées au processus pour imposer l'utilisation du génie génétique dans l'agriculture à l'échelle planétaire. Avec leur mainmise sur le vivant (piraterie des plantes et animaux), les brevets, la concentration des firmes, les conventions de «protection» des variétés et, en sus, l'arbitrage de l'OMC, les paysannes et paysans sont désormais bel et bien spoliés de leur liberté de décider ce qu'ils cultivent sur leurs champs. L'agriculture hyper-productiviste détruit lentement mais sûrement ses propres fondements: la terre, les ressources naturelles, les paysans eux-mêmes. Non seulement la qualité des aliments en souffre mais aussi la santé des hommes, tant en ville qu'à la campagne. Sans parler de ce chiffre barbare, qui défie toute imagination: actuellement, trente millions d'êtres humains meurent de faim par an sur notre planète.

Longo maï veut une autre agriculture et lutte avec détermination contre ces menaces: en lançant une pétition couronnée de succès pour la sauvegarde de la laine de mouton en Suisse, en participant à la «plateforme pour une agriculture durable et sociale», en menant une campagne de solidarité avec les travailleuses et travailleurs des déserts de plastique andalous d'El Ejido. Les coopératrices et coopérateurs de Longo maï ne croient pas au mirage de la corne d'abondance du progrès, matrice du bien-être universel: depuis bien longtemps maintenant, elle s'est métamorphosée en boîte de Pandore. Ils misent sur la culture de survie pratiquée par les paysans, acquise au fil des siècles, sur une confrontation permanente et créative aux défis de la vie; ils choisissent d'emprunter, selon la pertinente formule de l'écrivain John Berger, «*cet étroit chemin futur à travers une étendue indéfinie de dangers connus et inconnus*»^{*}.

* John Berger, La Cocadrille, épilogue historique

OMC - La liberté du renard dans le poulailler

*Heike Schiebeck**

Bien que l'OMC détermine profondément notre vie, elle est peu connue. Elle régleme les importations et exportations des marchandises mais aussi les investissements, les brevets et la libéralisation des services publics comme l'éducation et la santé. L'OMC est née en 1995, à la suite des accords généraux douaniers et commerciaux du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) qui avait été créé en 1947. L'OMC a pour objectif la libéralisation mondiale du commerce et le démantèlement des barrières douanières. L'instance de décision la plus élevée est la Conférence des ministres qui se réunit tous les deux ans. Un tribunal d'arbitrage rend la justice entre les Etats membres. Ce droit a la préséance sur les droits nationaux et internationaux. Si, par exemple par une interdiction d'importation, un Etat enfreint le libre commerce, l'ordonnance correspondante doit être abolie ou bien l'Etat doit payer de très fortes amendes. Ainsi l'UE a été condamnée parce qu'elle avait interdit l'importation de viande de veau aux hormones en provenance des USA.

A l'OMC, les décisions doivent être prises par consensus selon le principe «un pays, une voix». Ce fonctionnement semble au premier coup d'œil très démocratique. En réalité, les pays industrialisés, USA, Canada, EU et Japon, donnent le ton. Au siège de l'OMC à Genève, entre deux réunions de la Conférence des ministres, des rencontres ont lieu chaque semaine, dont certaines secrètes, pour la préparation des accords commerciaux. Les

* Heike Schiebeck, CPE, Longo mai, Eisenkappel, Hof Stopar

thèmes sont très complexes et nécessitent des groupes d'experts. Beaucoup de pays pauvres ne peuvent pas se permettre d'avoir des représentants permanents à Genève. Alors que les délégations des USA et de l'EU comportent des centaines de personnes, les pays les plus pauvres n'ont même pas assez de représentants pour participer à chaque groupe de négociation, lors des phases finales de la Conférence qui siège alors nuit et jour. Toute absence équivaut à un vote d'approbation. Les accords sont souvent approuvés parce que les grands pays exportateurs, USA, EU, Australie, Inde et Brésil, se sont mis d'accord préalablement lors de négociations secrètes portant sur des points importants.

Le libre-échange et la croissance économique apporteront le bien-être à tous, telle est l'idéologie de l'OMC. Le soutien des marchés locaux et l'approvisionnement de proximité sont interdits aux Etats membres. Ils sont stigmatisés comme protectionnistes. Les Etats membres ne doivent pas assurer les besoins élémentaires comme l'alimentation par leurs propres ressources, mais ils ont l'obligation de laisser entrer les produits alimentaires étrangers. On peut se demander en quoi consiste la liberté de ce libre-échange? La liberté n'est pas celle de tous mais seulement celle des pays riches. Ces derniers savent très bien protéger leurs marchés et inonder les pays du Sud avec leurs produits bon marché car largement subventionnés. Les USA camouflent leurs subventions agricoles sous forme de crédits ou d'aides d'urgence à leurs agriculteurs ou bien en aide alimentaire aux pays africains. L'exemple du coton explicite cette double morale. Les USA versent à leurs 25.000 planteurs de coton des subventions annuelles de 4 milliards de dollars. Ceux-ci peuvent ainsi exporter à très bas prix le coton et détruisent l'existence de dizaines de millions de planteurs de coton d'Afrique de l'Ouest qui ne reçoivent, eux, aucune subvention.

Les agriculteurs des pays du Sud n'ont aucune chance car, pour la plupart, ils sont mal équipés techniquement. Sur les 1,3 milliards d'exploitations agricoles du monde, environ 25 millions disposent d'un tracteur, 350 millions d'animaux de trait et la grande majorité, un milliard environ, travaille avec la houe. Cette agriculture de subsistance approvisionne leurs familles et le marché local. Dans le Sud aussi, ce ne sont que les propriétaires des plantations qui pensent à exporter.

Les subventions contestées à l'exportation de l'UE n'ont pas été abolies mais transférées à une ligne budgétaire compatible avec les règles de l'OMC. Bien qu'en Europe, seule 10% de la production agricole parte à l'exportation, les prix de production sont abaissés au niveau mondial. Ce ne sont pas les consommateurs qui profitent des prix bas mais les multinationales et l'industrie agroalimentaire. La solution serait simple: produire moins. L'agriculture biologique et un élevage limité aux ressources du sol réduiraient la production et supprimeraient les surplus. Les exportations n'ont un sens que pour certains produits particuliers qui ne sont pas faits dans les autres pays.



L'allegorie de la grenouille

Sommes-nous déjà à moitié cuit

Imaginez une marmite remplie d'eau froide, dans laquelle nage tranquillement une grenouille. Le feu est allumé sous la marmite. L'eau se chauffe doucement. Elle est bientôt tiède. La grenouille trouve cela plutôt agréable et continue de nager. La température commence à grimper. L'eau est chaude. C'est un peu plus que n'apprécie la grenouille; ça la fatigue un peu, mais elle ne s'affole pas pour autant. L'eau est maintenant vraiment chaude. La grenouille commence à trouver cela désagréable, mais elle est aussi affaiblie, alors elle supporte et ne fait rien. La température de l'eau va ainsi monter jusqu'au moment où la grenouille va tout simplement finir par cuire et mourir, sans jamais s'être extraite de la marmite.

Plongée dans une marmite à 50°, la grenouille donnerait immédiatement un coup de pattes salutaire et se retrouverait dehors.

Olivier Clerc, écrivain